

Déclaration FNEC FP FO au CHS CT D 01 du 19 mai 2020

La FNEC FP-FO revendique le retrait immédiat de la loi sur « l'état d'urgence sanitaire », que le gouvernement vient de prolonger, toujours sans tests de dépistage systématique, sans masques, sans mesures réellement sanitaires. Il se donne les pleins pouvoirs pour imposer des conditions de reprise au service d'un objectif : précipiter la destruction des services publics, généraliser la déréglementation. Pleins pouvoirs également aux employeurs pour faire voler en éclats toutes les règles inscrites dans le Code du Travail, les conventions collectives et les statuts. Cet état d'urgence s'accompagne d'une remise en cause des libertés fondamentales sans précédent en temps de paix.

La pseudo-rentrée du mois de mai : une imposture

Après les avoir confinés et privés d'instruction pendant deux mois, le ministre renvoie les élèves sur le chemin de l'école.

Mais est-ce vraiment l'école ? C'est un milieu hostile, dans lequel ils sont tenus de rester derrière leur table, sans contact avec qui que ce soit, dans lequel ils sont contraints de stationner dans la cour sur des emplacements signalés par des croix peintes au sol. Et on demande aux personnels de l'éducation nationale de faire respecter ces consignes ? Et pour respecter le nombre d'élèves accueillis, il faudrait que les enseignants opèrent un tri, décidant quel élève a le droit ou pas d'aller à l'école ? C'est une situation insupportable.

Les personnels ne sont pas dupes de la mascarade gouvernementale qui consiste à contourner les revendications sanitaires et les exigences du CHSCT ministériel et Académique (des tests, des masques, l'entretien et la désinfection des locaux, de vraies protections...).

Ils ne veulent pas cautionner un protocole « pseudo-sanitaire » qui transforme l'école en garderie.

Tout le monde le sait, les conditions d'un retour serein en classe et en sécurité ce sont le dépistage systématique des personnels et des élèves, la mise à disposition immédiate de masques FFP2, de gel hydroalcoolique, le nettoyage et la désinfection des locaux, des matériels et équipements... Mesures infiniment plus réalistes et efficaces que le protocole sanitaire et qui nous dispenseraient de ses contraintes.

Ce n'est pas ça, l'école publique

Les mairies sont sommées de prendre en charge les conditions de la reprise, interviennent dans l'organisation pédagogique des écoles, contre l'avis des enseignants, au mépris du statut et des conditions de travail des personnels. Ces interventions municipales sont le résultat de l'abandon volontaire des prérogatives de l'Education Nationale que vient de décider le Ministre.

Les enseignants se voient imposer une charge de travail insupportable avec le travail en distanciel et en présentiel dans les faits, parfois pour suivre d'autres élèves que ceux de leur classe. Les obligations de service et le groupe classe sont ainsi remis en cause dans des dispositifs temporaires dont le ministre indique déjà qu'ils seraient « l'école de demain ».

Dans la même logique, certains établissements d'enseignement supérieur annoncent déjà que les cours du premier semestre de la prochaine année scolaire seront organisés à distance.

Au même moment, des députés viennent de présenter une proposition de loi pour avancer vers le statut de directeur et la mise en place d'écoles autonomes : une véritable provocation ! Il y a donc bien une volonté d'utiliser la crise pour aller au bout de la territorialisation de l'école et remettre en cause les statuts, la liberté pédagogique, le baccalauréat, les examens nationaux.

Face à cette dérive inacceptable, le rejet s'approfondit

La FNEC FP-FO n'est pas la seule à le dire. Dans une récente tribune, des enseignants, formateurs, chercheurs, inspecteurs du premier et second degrés, inspecteurs généraux, directeurs académiques, cadres de l'administration centrale dénoncent le projet réactionnaire du ministre, la mise au pas des personnels, les réformes qui n'ont fait qu'accentuer les inégalités sociales, et l'instrumentalisation de

la laïcité à des fins politiques. « *Nous observons, consternés, un système éducatif détourné de ses fondements républicains et de ses valeurs et ne pouvons nous taire.* »

Madame l'IA-DASEN,

Les personnels veulent de vraies garanties sanitaires, de vraies protections. Ils veulent le respect de leurs missions. Ils veulent l'arrêt des contre-réformes. Ils refusent la transformation de l'école en garderie.

Il est urgent de rétablir les conditions d'une scolarité normale pour tous les élèves.

C'est ce que disent les personnels du secteur de Bourg en Bresse qui se retrouvent sur une prise de position en train d'être contresignée sur les écoles des circonscriptions de Bourg 2 et 3.

Pour finir nous rapportons ici le témoignage d'une aesh qui recoupe les préoccupations de tous ses collègues aesh, personnels les plus exploitées de l'Éducation nationale.

Comment rester à un mètre de distance donc respecter les gestes barrières avec le petit de maternelle dont je m'occupe car ce dernier fait des crises régulières d'épilepsie. Mon travail consiste à l'accompagner dans ses apprentissages mais aussi de le rassurer en le relevant, en le portant et en le soutenant lorsque ses crises surgissent. De plus ce petit a besoin d'aide pour les toilettes et j'essuie souvent sa bouche car ce dernier bave régulièrement. Je suis A.E.S.H depuis 12 ans j'aime mon métier et le travail en parallèle avec mes collègues "instit" mais travailler dans ces conditions m'attriste énormément et me met la boule au ventre car nous n'avons pas les protections adaptées (masques F.F.P.2, blouses, gel à porter de main)... Aussi maman de 3 enfants (maternelle, primaire et collègue), je suis contre le retour de mes enfants à l'école dans ces conditions traumatisantes.

Madame la DASEN cela revient encore sur le sujet des masques, le sujet des tests.